

[L'INVITÉ] Pour Aymeric Jung (1), les investisseurs de la Finance solidaire sont à même de soutenir le développement d'une nourriture locale de qualité.



« Il nous faut ramener l'argent à la terre »

« Pari économique

► **Avec la crise alimentaire de 2007**, une prise de conscience a emboîté le pas des locavores. Cette mobilisation dépasse l'acte militant du manger sain et local. La demande d'aliments de qualité, respectueux de l'environnement et produits localement, s'est considérablement développée.

► **La nourriture de proximité** et l'agroécologie représentent de vraies opportunités pour les investisseurs soucieux de l'impact social et environnemental de leurs placements financiers. Ils deviennent acteurs d'une économie régénératrice et circulaire, en lieu et place d'une économie qui gaspille et épuise nos ressources. Ce ne sont pas des mégènes. Ils font un pari sur l'avenir, un investissement éthique ayant un rendement financier de 4 à 5 %.

► **Les petits producteurs alimentaires** ont peu l'habitude de parler au monde financier. Mais quand les banques ne soutiennent plus leur développement, certaines

personnes, investisseurs individuels ou regroupés sous forme de club ou de fonds, peuvent prendre le relais via les systèmes de la Finance solidaire : Amap, microcrédit, financement participatif, etc. Ceux-ci sont adaptés à certains besoins : achat de matériel, campagne de communication... Le Slow Money (capital patient) propose une approche complémentaire, des fonds nécessaires à des projets nécessitant 50 000 à 2 millions d'euros. Ce modèle de prêt est né en Californie : depuis 2010, 35 millions USD ont été investis chez 300 petits producteurs.

« Avantage majeur

► **Les banques prêtent au regard du bilan de l'entreprise.** Les investisseurs de Slow Money s'intéressent au potentiel des structures fonctionnant en agroécologie, peu exposées aux risques d'augmentation du coût de l'énergie, des pollutions, etc. Leur avantage compétitif est majeur si elles limitent leur consommation d'intrants.

► **Depuis deux ans**, les membres du Slow Money francophone étudient les besoins de financement de TPE et PME (agriculteurs, magasins de producteurs, transformateurs, restaurateurs bio...) cooptés par des associations, chambres d'agriculture et mairies. Ces entreprises ont besoin de liquidités pour construire des locaux, acheter des terres ou faire face à des échéances.

► **Nous avons prêté 100 000 euros** en janvier à une entreprise française de semences bio qui a besoin d'argent frais pour se développer. Pour rester dans le cadre légal français, Slow Money est devenu actionnaire minoritaire. C'est un partenariat sur le long terme, accompagné d'une réflexion stratégique. Slow Money veut participer à réconcilier agriculture et impératif économique. **Propos recueillis par Alexie Valois**

(1) Expert en finance internationale et coresponsable avec Raphaël Souchier de la branche francophone du mouvement américain Slow Money : <http://slowmoney.fr>